

Le mercredi 30 avril 2008

## Les doctorants mal préparés au marché du travail

[Isabelle Hachey](#)

La Presse

**Les universités du Québec décernent de plus en plus de doctorats, mais préparent mal ceux héritent au marché du travail, selon une étude du Conseil national des cycles supérieurs de l'étudiante universitaire du Québec (CNCS-FEUQ).**

«Il faut donner un nouveau souffle à la formation doctorale», prévient le professeur Jean Nicolas, coauteur de l'étude. «Il y a 30 ans, la majorité des carrières destinées aux titulaires de doctorats étaient professorales. Aujourd'hui, de 50% à 80% des emplois se trouvent à l'extérieur des universités.» Or, la formation ne s'est jamais adaptée à cette nouvelle réalité.

«Pour le moment, les doctorants ne sont pas attrayants pour les entreprises. On ne leur apprend pas à mettre en valeur ce qu'ils pourraient faire à l'extérieur du monde universitaire», explique M. Nicolas, titulaire de la chaire pour l'innovation dans la formation de chercheur de l'Université de Sherbrooke.

Résultat, les doctorants ont «de plus en plus de difficulté à trouver un emploi», constate Frédéric Lalar du CNCS-FEUQ. «Dans certains domaines, les taux de chômage sont absolument hallucinants. En scier et génie, on frôle les 12%.»

Pour le regroupement étudiant, «la nécessité de préparer les diplômés pour des carrières non tradition s'impose». Et vite. De nombreux pays occidentaux ont déjà entrepris de réformer le doctorat.

### En retard

«On est clairement en retard sur ce mouvement, dit M. Nicolas. En France et en Angleterre, le doctorat collimateur depuis une quinzaine d'années. Aux États-Unis, il est difficile de trouver une université qui pas à un projet de réforme doctorale. Au Québec, pourtant, il n'y a aucune réflexion à ce sujet.»

L'enjeu est d'autant plus important que le Québec et le Canada comptent de plus en plus d'étudiants a Entre 2000 et 2004, le nombre d'inscriptions a crû à un taux moyen de 7% par année. Et même si le C toujours en queue de peloton, parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement éc (OCDE), en ce qui concerne la proportion de diplômés dans la population, il rattrape peu à peu son ret:

Mieux encore, selon Jean-Pierre Robitaille, de l'Observatoire des sciences et des technologies de l'UQAI décerne désormais davantage de doctorats par million d'habitants que l'Ontario, le Canada et les États n'en est plus un de quantité, dit M. Nicolas. L'enjeu, c'est la qualité et l'employabilité de nos doctorant:

«Les étudiants doivent acquérir des compétences plus larges que la seule aptitude à faire de la recher professeur. Par exemple, beaucoup de diplômés ne savent pas comment s'y prendre pour obtenir des I pourtant ce type de connaissance qui va les rendre intéressants pour une entreprise.»

### Crever la bulle universitaire

Bref, il faut crever la bulle universitaire. «Le problème, c'est qu'en tant qu'étudiant, on est souvent po parcours de formation où on ne se fait jamais vraiment demander ce qu'on veut faire après, explique M nous dit: «Tu as une maîtrise, va au doctorat. Tu as un doctorat, va au postdoctorat...» Alors on pours poursuit, et rendu au bout, on se rend compte que ça ne nous plaît pas, qu'il n'y a pas de perspective intéressante dans notre domaine.»

De plus, le professeur Nicolas plaide pour une révision complète du processus d'évaluation des prograr doctoraux, qui se déroule actuellement en vase clos au sein des universités. «Il faut vraiment qu'on pu regard objectif et indépendant sur la qualité des programmes, un peu comme cela se fait lors de l'éval



projet de recherche par des experts internationaux.»

«L'évaluation par les pairs a des limites, surtout qu'ils sont souvent débordés par d'autres tâches, rend Lalande. L'idée de faire venir des experts ou des agences indépendantes sur la question de la formation très intéressante. Ailleurs, ça a donné de bons résultats, alors il n'y a aucune raison de ne pas le faire



Le mardi 29 avr 2008

## Les élèves québécois bons premiers au Canada

[Émilie Côté](#)

La Presse

**Les Québécois de 13 ans obtiennent de meilleurs résultats en lecture que les jeunes du même âge des autres provinces. Ils se distinguent également en mathématiques.**

C'est ce que révèle le premier rapport du Programme pancanadien d'évaluation (PPCE-13), dévoilé hier par le Conseil des ministres de l'Éducation (CMEC) du Canada.

Au printemps 2007, 20 000 jeunes de 13 ans ont subi un test de lecture d'une province à l'autre. Chez l'ensemble des élèves canadiens, 88% se situent au moins au deuxième des trois niveaux d'habiletés, soit le seuil souhaitable pour ce groupe d'âge.

Le résultat moyen des élèves du Québec en lecture est «significativement supérieur» à la moyenne canadienne, qui est de 500 selon l'échelle utilisée. Les élèves québécois obtiennent 526, comparativement à 502 pour l'Ontario et 491 pour l'Alberta.

En mathématiques, les Québécois arrivent aussi bons premiers. En sciences, ils prennent le deuxième rang derrière l'Alberta, mais leur résultat moyen est toujours «significativement supérieur» à celui de leurs camarades canadiens.

Ces données font sauter de joie la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ). «Nous sommes fiers de ces résultats, commente le président André Caron. Ce sont des élèves qui ont suivi le parcours de la réforme. C'est une bonne nouvelle.»

Cela confirme le succès des élèves québécois au Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), ajoute-t-il. Et avec le programme pour l'amélioration du français à l'école annoncé récemment par la ministre Michelle Courchesne (comprenant une heure de lecture par jour), ce succès devrait durer.

«Les résultats semblent prometteurs. On va en faire une analyse plus poussée», indique pour sa part Jean-Pascal Bernier, attaché de presse de la ministre.

De son côté, Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), affirme qu'il ne faut pas «se péter les bretelles». Selon le syndicat, il est «pernicieux» de faire un lien entre les résultats du PPCE et le Renouveau pédagogique.

«C'est un nouveau test. C'est difficile de comparer car ce ne sont pas les mêmes critères de référence», ajoute Pierre Saint-Germain, président de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) et porte-parole de la coalition Stoppons la réforme.

### La supériorité des filles en lecture

Quoi qu'il en soit, c'est partout au pays que l'écart se confirme entre les habiletés de lecture des filles et des garçons. Les filles sont plus nombreuses à atteindre le troisième niveau (26%, contre 19% chez les garçons).

«C'est une tendance internationale, a déclaré en conférence de presse Kelly Lamrock, ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick et président du Conseil des ministres de

l'Éducation (CMEC). C'est certain que c'est un dossier sur lequel les ministres vont réfléchir.»

«Mais il n'y a pas de différence significative entre le rendement des garçons et des filles en sciences et en mathématiques», a souligné Raymond Théberge, directeur général du CMEC.

Les décideurs du milieu de l'éducation doivent donc trouver de nouvelles façons d'enseigner la lecture aux garçons, plaide le CMEC.

Règle générale, M. Lamrock se réjouit des résultats dévoilés hier. Mais il faut faire mieux, dit-il. Pour une question d'égalité sociale et de compétitivité économique, «la littératie doit être une priorité nationale».

### **Le changement de 2003**

Le Conseil des ministres de l'Éducation (CMEC) du Canada réunit les ministres provinciaux de l'Éducation. En 2003, le CMEC a changé de programme cyclique d'évaluations du rendement des élèves en lecture (et non à l'écrit), en mathématiques et en sciences. Pourquoi? Pour que le nouveau Programme pancanadien d'évaluation (PPCE-13) se rapproche du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique). Au printemps 2007, une première cohorte d'élèves de 13 ans a été évaluée avec le PPCE, d'où les résultats dévoilés hier. Le même groupe sera évalué avec le PISA, ce qui permettra d'établir des comparaisons.

Le mardi 29 avr 2008

## Québec abolira un programme de travail-études

[Isabelle Hachey](#)

La Presse

**De nombreux jeunes Québécois risquent de désertir les bancs d'école avec l'abolition, en septembre, d'un programme travail-études considéré comme une véritable «bouée de sauvetage» pour les élèves en difficulté.**

C'est du moins ce que craignent des enseignants, des parents, des employeurs et des politiciens qui n'ont pas réussi à convaincre la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, de la nécessité de maintenir le «volet II», un programme destiné aux élèves qui n'arrivent pas à trouver leur voie dans le cheminement secondaire régulier.

Face aux craintes du milieu de l'éducation, la ministre Courchesne a toutefois décidé de permettre aux commissions scolaires qui le souhaitent de présenter des projets particuliers adaptés aux besoins de leurs élèves, a appris *La Presse*.

«La ministre est prête à accueillir des demandes des commissions scolaires qui voudraient que les élèves fassent davantage que la formation générale, à savoir, de l'observation, des stages, de l'expérimentation et de l'exploration professionnelle plus intensive», a expliqué en entrevue téléphonique le sous-ministre à l'Éducation, Pierre Bergevin.

Pas question, toutefois, de maintenir le volet II dans sa forme actuelle.

Depuis son implantation en 1996, plusieurs adolescents ont «raccroché» grâce à ce programme qui propose trois jours d'école et deux jours de stage en entreprise par semaine.

C'est le cas de Maxime, 18 ans, qui entamera en septembre une formation professionnelle en menuiserie. «Sans ce programme, il aurait lâché l'école à 16 ans», raconte sa mère, Georgette Vallée.

Dans le cadre de la réforme scolaire, le «volet II» sera remplacé par la «Formation menant à un métier semi-spécialisé», ou FMS. Le problème, c'est que ce nouveau programme, moins exigeant, ne pourra plus servir de tremplin à ceux qui veulent obtenir un diplôme d'études professionnelles (DEP), explique Marie-Pierre Gibson, enseignante à la polyvalente P.-G.-Ostiguy de Saint-Césaire.

«Les DEP en mécanique, en menuiserie ou en soudure, qui exigent un secondaire IV, ne seront pas accessibles aux élèves en FMS», dit-elle. «Pour y accéder, les élèves devront retourner au régulier, où ils ont toujours été considérés comme les poches, les nuls de la classe.» Plusieurs préféreront décrocher, craint-elle. «Ils ont peur, les jeunes. Ils ne voient pas la porte de sortie.»

Selon Mme Gibson, la décision d'abolir le volet II laissera «des dizaines et des dizaines de jeunes adultes dans la rue sans formation adéquate, sans but et sans avenir», dans la seule région de Saint-Césaire, en Montérégie.

M. Bergevin affirme toutefois qu'en 13 ans d'existence, le volet II n'a «jamais vraiment levé». Dans l'ensemble du Québec, il n'y a jamais eu plus de 1000 élèves inscrits à ce

programme. «Cela démontre qu'il n'y avait pas là un service qui répondait aux besoins d'un très grand nombre d'élèves», dit le sous-ministre. «Arrêtons d'envoyer ces élèves dans une filière de métiers semi-spécialisés, poursuit-il. On va les faire travailler pour qu'ils se dirigent vers un vrai métier spécialisé, parce qu'ils ont le potentiel pour le faire.»

À Saint-Césaire, le volet II a pourtant fait ses preuves. «Le taux de réussite des élèves est de 85%, et tous ceux qui se sont inscrits à un DEP l'an dernier ont été acceptés», souligne Hélène Duchaine, porte-parole de la commission scolaire des Hautes-Rivières.

«Il y a tellement de choses à changer en éducation, est-ce qu'on pourrait au moins conserver celles qui fonctionnent?» demande Lucille Méthé, députée adéquate de Saint-Jean. «Le volet II est une bouée de sauvetage pour les élèves qui ne cadrent pas dans le système éducatif régulier. Placés en entreprise, ils retrouvent une estime de soi, des compétences et un emploi», renchérit son collègue André Ridel, député d'Iberville. Tous deux participeront ce soir à une conférence de presse organisée par la Ville de Saint-Césaire, où l'on assiste à une véritable levée de boucliers de la part des politiciens et des entrepreneurs locaux pour défendre le programme.

Le mardi 29 avr 2008

## Le tabac colle aux écoles

[Caroline Touzin](#)

La Presse

**Faut-il restreindre le nombre de dépanneurs autour des écoles secondaires? La Direction de santé publique de Montréal pose la question après avoir découvert un nombre «inquiétant» de points de vente de tabac près de certaines écoles en milieu défavorisé.**

Dans un rayon d'un kilomètre autour des écoles secondaires, la Direction de santé publique a répertorié en moyenne entre 10 et 60 points de vente de tabac. C'est à proximité des écoles en milieu défavorisé qu'il y en a le plus, soit plus d'une cinquantaine, a indiqué la DSP de Montréal après avoir mené une enquête en décembre 2007 dans six secteurs de la métropole.

Les résultats préliminaires ont été dévoilés, hier, pendant une manifestation d'adolescents réunis à la station de métro Berri-UQAM pour dénoncer les «stratégies trompeuses» de l'industrie du tabac.

«Cela nous inquiète. Quand on voit trois dépanneurs à un coin de rue, on peut se demander s'il y a moyen d'en restreindre le nombre», a expliqué à *La Presse* la responsable de cette enquête à la Direction de santé publique, Anne Chabot. Dans la population générale, ce sont les adolescents qui vont le plus souvent au dépanneur. Ce sont aussi les adolescents qui y passent le plus de temps à chaque visite. Et c'est justement dans les dépanneurs qu'on retrouve les cigarillos aromatisés vendus à l'unité, si populaires chez les jeunes.

### Inquiétudes

La Direction de santé publique est d'autant plus inquiète qu'une récente étude canadienne a démontré un lien entre la promotion du tabac dans les magasins situés près des écoles et la prévalence du tabagisme. De plus, la publicité est plus abondante dans les magasins ayant une importante clientèle de jeunes, selon diverses études américaines.

Une poignée d'adolescents de différentes écoles secondaires de Montréal ont présenté un sketch dans le métro, hier, pour illustrer à quel point l'industrie du tabac tente de les «manipuler» en leur vendant ces cigarillos aux saveurs de fraise ou de chocolat et aux emballages attrayants. Aux côtés de l'humoriste Jean-Thomas Jobin, ces jeunes ont demandé au ministre de la Santé Philippe Couillard d'interdire l'utilisation des saveurs ajoutées aux cigarillos et d'en réglementer l'emballage.

Pour sa part, le ministère de la Santé répond qu'il va «encore plus loin» que la demande des jeunes. «Avec les nouvelles mesures de la Loi sur le tabac qui entreront en vigueur le 31 mai, ce ne sera plus possible de faire l'étalage des cigarillos. La couleur de l'emballage ne servira donc plus d'argument de vente. La vente à l'unité sera aussi interdite», fait valoir la porte-parole du Ministère, Marie-Ève Bédard. Le ministère de la Santé n'a pas encore pris connaissance de l'enquête de la Direction de santé publique de Montréal. Il n'était pas en mesure de la commenter, hier.

## Un rêve

Certains jeunes présents à la manifestation rêvaient de la disparition pure et simple de l'industrie du tabac. «C'est une industrie qui devrait mourir parce qu'elle tue des gens», a dit Dominique Bordeleau, 16 ans, de l'école secondaire Pierre-Laporte. «Je suis un idéaliste, moi. Dans le futur, je ne peux pas croire que les gens vont continuer à s'empoisonner et à se donner la mort avec un bout de papier brun», a ajouté Alexandre Michaud, 17 ans, de l'école Jean-Grou.

Le nombre de jeunes du secondaire qui fument la cigarette est passé de 23% à 15% entre 2002 et 2006. Or, le nombre d'ados fumeurs de cigare ou de cigarillo a grimpé de 15% à 22% durant la même période.





Wednesday » April  
30 » 2008

## Teachers care about learning, not territory

The Ottawa Citizen

*Wednesday, April 30, 2008*

Re: Territorial teachers, April 26.

Rather than being "territorial" as the Citizen editorial suggests, elementary teachers are advocating for a full-day kindergarten program that best meets the academic and social needs of Ontario's young children.

When parents heard Premier Dalton McGuinty's election commitment for a full-day kindergarten program, they expected the same quality of program that is currently being delivered by certified teachers and they expected that program to take place in a public school.

Research has shown that children do better when they are taught by someone who has a university degree. Certified teachers have four or five years of university education and have studied how young children learn. They are specifically trained to create the best possible learning environment, an environment that will help four and five-year-olds develop the skills they need to become successful life-long learners.

When full day kindergarten is supported by child care provided by early childhood education qualified staff, parents can be assured that their children are spending the day in a safe, secure, and stimulating environment.

This is the full-day kindergarten model that Ontario's elementary public school teachers are supporting. It is a model that will provide greater opportunities for learning, as well as more opportunities for teachers to identify and address learning problems and build social skills. This is the full-day kindergarten environment that elementary teachers feel will give all children, no matter what their background, a chance to become the best learners they can be.

David Clegg,

Toronto

President,

Elementary Teachers' Federation of Ontario

© The Ottawa Citizen 2008

[CLOSE WINDOW](#)

---

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.  
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.



Wednesday » April  
30 » 2008

## We have to take AIM at French education

The Ottawa Citizen

*Wednesday, April 30, 2008*

Re: Our 'state of denial' about bilingualism, April 19.

As a French-as-a-Second-Language (FSL) educator and as a proud French-Canadian, Robyn Matthew's comments about using more grammar and syntax in our second-language classrooms would cause all FSL programs created thus far to regress to a "back to basics" approach.

Her theories are a cause for concern and sadden me greatly. We've worked hard to change people's opinion about FSL programs.

If we want to double the amount of students who will graduate bilingual by 2013, let us focus on oral communication skills first and foremost. A language is a tool to communicate with one another. Teaching students how to conjugate verbs vertically and complete extensive syntax exercises will not help us to reach the federal government's goal of 2013.

The Accelerative Integrated Method (AIM) focuses on just that -- oral communication skills. AIM's new French program, called *Histoires en action!* has proven to be a revolutionary new approach to second language instruction. It is based upon the use of high frequency vocabulary, stories and music for the teaching of French. Another component of this program is the gesture approach, a technique that uses hand signs to help students learn and remember the important vocabulary found in the plays, songs and other activities.

Since using this method with my students, they are now able to reach levels of fluency like never before. They are having meaningful and spontaneous conversations with their peers and teachers as well as with other French speakers. All interactions in the classroom are in French, and only in French, and all vocabulary is taught in context.

Only once they are able to communicate solely in French should we concentrate on refining their skills through grammar and syntax lessons. By then, the students recognize what sounds right, since their ears have been trained through extensive repetition, thus needing very little grammatical support.

Let us show young Canadians that learning how to speak French using the AIM program will be "tout un atout" for them in our highly competitive market and global economy.

Renée L. Villeneuve,

Toronto

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

---

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.

CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc.. All rights reserved.